

Le jeudi 28 Novembre 2024



Monsieur le Directeur,

Les organisations syndicales siégeant au sein du comité social d'administration de la DREAL Nouvelle-Aquitaine ont souhaité prendre la parole pour condamner avec fermeté les attaques gouvernementales de ces derniers mois à l'encontre de la Fonction Publique et de ses agents. Et ce alors même que les orientations données par les gouvernements successifs, depuis des années, détériorent toujours plus l'action de l'État et les conditions de travail au sein de ses services.

En particulier, les représentants du personnel dénoncent les annonces et projets du nouveau Ministre de la Fonction publique :

- augmentation du nombre de jours de carence à 3 jours en cas d'arrêt maladie ;
- diminution de l'indemnisation des arrêts maladie (90% au lieu de 100 % à partir du 4ème jour) ;
- suppression de la GIPA, garantie individuelle du pouvoir d'achat qui permet de limiter les effets de l'inflation ;
- plan de lutte contre "l'absentéisme" ;
- maintien du gel du point d'indice ;
- maintien de nombreuses dispositions du projet de loi Guérini pour l'efficacité de la fonction publique.

Autant de projets dévastateurs, de mesures injustes, dont l'application dégraderait immédiatement les conditions de vie de nombreux agents.

Les organisations syndicales dénoncent également les amendements gouvernementaux n° II-3713 et II-3714 déposés en catimini dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances (PLF) 2025. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : avec ces amendements, les plafonds d'emplois des services du MTEL seraient respectivement réduits de 322 ETPT pour les services (représentant le tiers des efforts globaux de l'ensemble des ministères), et 250 ETPT pour les opérateurs du pôle MTEL (soit un triplement de la « facture » par rapport au PLF 2025 initial).

Dans le même temps, la stigmatisation des fonctionnaires, "ces grands privilégiés", et la volonté affichée de simplifier la charge administrative qui pèserait sur les acteurs économiques, se heurte à la réalité du terrain et aux enjeux de ce siècle, notamment environnementaux. Il est grand temps d'en finir avec l'idéologie et de donner les moyens aux services publics et aux agents de relever les défis auxquels ils sont confrontés.

Sans mettre des moyens financiers et humains à la hauteur des enjeux des missions, des services, et des politiques publiques portés par notre ministère, il ne pourra y avoir d'amélioration des conditions de travail, d'attractivité de nos métiers, ou de plan stratégique ambitieux.

Face à cette situation, face aux provocations d'un ministre de la fonction publique qui s'inspire d'une idéologie ultra libérale pour démanteler nos statuts, **les organisations syndicales, unanimes, ne siégeront pas en instance aujourd'hui**. Les organisations syndicales appellent à une **mobilisation massive des agents le jeudi 5 décembre 2024** pour empêcher la mise en place de cette politique désastreuse !

Enfin, les représentants du personnel demandent à la direction de transmettre cette déclaration au Secrétariat Général du ministère (s/c hiérarchique) pour ensuite transmission aux ministres du MTEL qui auront en charge de transmettre à M. KASBARIAN.

--

L'intersyndicale des représentants des personnels de la DREAL N-A

